

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 10

Artikel: Vers une ère de paix perpétuelle en Europe? : Réflexions à la portée d'un simple citoyen
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345036>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réflexions à la portée d'un simple citoyen

par le lieutenant-colonel Hervé de Weck

«La vérité d'hier est morte, celle de demain est encore à bâtir. Aucune synthèse valable n'est entrevue, et chacun de nous ne détient qu'une parcelle de vérité.»

Antoine de Saint-Exupéry

A Montréal en 1988, lors du colloque de la Commission internationale d'histoire militaire consacré aux «conflits de basse intensité» depuis la Seconde Guerre mondiale, le général italien P.-L. Bertinaria faisait une remarque essentielle: c'est la faiblesse réelle ou apparente d'un Etat qui crée souvent les conditions d'une agression. Une force suffisante de toutes ses institutions garantit la paix à l'intérieur et à l'extérieur.

Cette constante de l'histoire ne donne pas un éclairage forcément rassurant à la situation mouvante qui règne en Europe de l'Est et en Union soviétique dont le potentiel militaire dépasse encore très largement celui de l'OTAN. Partout à l'Est, les problèmes de minorités et de nationalités peuvent déboucher sur des affrontements graves, depuis que la «pax sovietica» n'assure plus ses effets stabilisateurs. Récemment, un journaliste voyait deux hypothèses pour l'URSS: «Ou bien le PCUS se décompose à la manière de certains partis est-européens et Gorbatchev est ba-

layé, ou bien Gorbatchev tente de sauver son pouvoir par une dictature qui ne peut être que sanglante (...)»¹.

Un spécialiste titrait «Disparition de la Yougoslavie?» l'article qu'il consacrait aux élections en Slovénie et en Croatie². Les tensions qui sévissent au Moyen-Orient depuis la Deuxième Guerre mondiale risquent de provoquer à tout moment des conflits ouverts, susceptibles de dégénérer en réactions en chaîne non contrôlées.

Les poudrières (expression chère aux diplomates du XIX^e siècle) ne se trouvent-elles pas dans les Balkans, surtout au Proche-Orient, mais aussi en Afrique du Nord et en Europe, parmi les populations d'émigrés où la montée de l'intégrisme fait craindre les pires conséquences?

Une telle appréciation de la situation, à portée de n'importe quel citoyen, les médias et le monde politi-

¹ Françoise Thom dans *Le Figaro*. Cité dans *L'Impact*, juin 1990.

² Pierre Maurer, dans *Le Démocrate* du 29.5.90.

que s'en font-ils l'écho? Montherlant pourrait dater d'aujourd'hui ce qu'il écrivait en 1932: «Je ne comprendrai jamais la tournure d'esprit des gens informés et honnêtes, qui connaissant une menace, croient que leur devoir est de rassurer l'opinion au lieu de l'avertir.»³ Loin de nous l'idée que nos journalistes sont des «colombes», des «taupes» infiltrées par le K.G.B., des «onagres», c'est-à-dire des relais inconscients de la guerre indirecte. Selon

le dictionnaire, l'«onagre» est une «espèce de grand âne» ou une machine de guerre que les Romains utilisaient pour détruire les remparts des cités qu'ils assiégeaient. Tout au plus leur reprochera-t-on de trop penser à l'«audimat» et aux chiffres de vente. Il n'en reste pas moins que le procédé le plus constant de la guerre subversive, de la désinformation consiste à faire croire que la lucidité est une maladie mentale, voire un crime⁴.

1. A l'Est, du nouveau!

« (...) le communisme, pas plus qu'un bateau, ne peut s'ouvrir sans couler. »

*Jean-François Revel*⁵

La Russie, un Etat presque aussi récent que les Etats-Unis, est devenue une puissance européenne au début du XVIII^e siècle. D'emblée, elle a «colonisé» des peuples voisins. Aujourd'hui, l'Union soviétique comprend 91 nationalités et 43 groupes ethniques moins importants; le peuple russe y représente tout juste la majorité de la population et bénéficie de la prépondérance politique. Les Arméniens, dans l'optique du «colonisé», voient les Russes comme des «ennemis» qui dominent l'empire, des orthodoxes dont l'Eglise, depuis Pierre le Grand, est à la botte du pouvoir, des «infidèles» qui persécutent les musulmans⁶. Des situations similaires se rencontrent dans les républiques allogènes et dans les anciens Etats satellites.

En Union soviétique et en Europe de l'Est, on ne peut pas encore parler d'une victoire de la démocratie, mais de premiers pas vers la démocratie. Beaucoup d'eau va passer sous les ponts avant que, dans tous ces pays, s'installent des gouvernements stables, élus librement. Personne ne sait si ces

³ *Carnets*. Paris, Presses universitaires de France (Collection La Pléiade), p. 1058.

⁴ J. Vindex; G. Véraldi: *Les onagres*. Lausanne, L'Age d'homme, 1987, p. 17. Ce texte se veut un prolongement de notre article paru dans la *RMS* en janvier 1990 et intitulé «La réalité de la menace du début des années 90».

⁵ *Comment finissent les démocraties*. Paris, Grasset, 1983, p. 314.

⁶ Alexandre Bruggmann: *L'Est européen représente-t-il un danger pour la Suisse?* Cours d'information div méc 1, janvier 1990.

peuples auront la force surhumaine de régler les problèmes gigantesques que posent la pénurie généralisée et une économie en chute libre⁷.

Vers une économie de marché

Tous les pays communistes ne sont pas aussi pauvres en argent, en matières premières et même en produits finis ou semi-finis qu'on le pense en Occident. En revanche, l'économie collectiviste a tellement faussé le fonctionnement normal du marché que les détenteurs d'argent honnêtement gagné se trouvent dans l'impossibilité de le dépenser! Pour la seule Pologne, on estime à 2,5 milliards de dollars en devises les comptes déposés par des privés auprès de la très officielle *Polska Kasa Opieki*, une caisse d'épargne officielle. Les montants plus ou moins bloqués dans les banques centrales des pays de l'Est semblent aussi considérables. Si l'on y ajoute les sommes non déclarées, les réserves financières atteignent des montants astronomiques⁸. Cependant, en Yougoslavie, pour prendre un exemple, «un chômage considérable, une inflation de plus de 2000%, de faibles revenus, un endettement record, une pauvreté qui s'étend, des problèmes sociaux toujours plus insolubles (ne serait-ce que celui du logement), une gestion délirante, sans oublier les scandales financiers et la corruption du système en général, tout cela a fini par faire perdre tout leur crédit aux communistes (...)»⁹.

L'économie de marché, que Mikhaïl Gorbatchev tente d'introduire en Union soviétique, provoquera une véritable catastrophe pour les couches les moins favorisées de la population. De telles mesures entraîneront la fermeture de nombreuses entreprises non rentables et la mise au chômage d'environ 20 millions de travailleurs, alors qu'en URSS, il n'existe pas de caisses de chômage. Craignant des réactions brutales, le Kremlin diffuse depuis quelque temps des informations tendant à démontrer qu'il n'existe pas d'autres solutions pour mettre fin à une crise consécutive à des décennies d'une politique économique aberrante¹⁰.

L'analyse politico-sociale de Miklos Molnar

Dans un ouvrage récent, *La démocratie se lève à l'Est*, Miklos Molnar fait une analyse très pertinente des changements qui se sont produits en Pologne et en Hongrie, sans sous-estimer ce qu'il appelle «l'énigme russe enveloppée de mystère»¹¹. «(...) au travers des choses simples de la vie

⁷ Kaspar Villiger à l'assemblée générale de la Société zurichoise des officiers (13 janvier 1990).

⁸ Claude Manzoni: «Un séisme économique et social», *L'Impact*, avril 1990.

⁹ Pierre Maurer: «Disparition de la Yougoslavie?», *Le Démocrate*, 25.5.90.

¹⁰ «En URSS, bientôt 20 millions de chômeurs», *L'Impact*, juin 1990.

¹¹ Miklos Molnar, *La démocratie se lève à l'Est*. Paris, P.U.F., 1990, p. 35.

quotidienne, de l'enseignement¹² et des informations révélatrices, c'est un monde qui meurt, le monde des idées du communisme. Personne ne saurait dire combien de temps durera encore son agonie et qui prononcera sur sa dépouille l'oraison funèbre, mais le processus est irréversible.»¹³

Pourtant, en Europe orientale, tous les partis communistes ont constitué un noyau dur dans la foulée des tempêtes de 1956 et de 1968. La perestroïka n'ira pas sans problèmes, vu que les appareils de ces partis restent dominés par une Nomenklatura dont la coopération n'est pas assurée aux novateurs et aux démocrates¹⁴, dont les réformes économiques vont inmanquablement provoquer la baisse d'un niveau de vie, déjà bien bas, ainsi qu'une hausse vertigineuse du chômage. Ces changements effraient des masses craignant de perdre leurs acquis sociaux. Dans les Etats communistes, en effet, les budgets cumulés de l'Etat, des syndicats et des municipalités consacrés aux prestations sociales, à l'instruction publique, à la culture et aux sports atteignent des proportions bien plus élevées que dans les pays capitalistes¹⁵. Bronislaw Geremek, une des têtes de Solidarnosc, prétend que «dans les Etats post-totalitaires existe la tentation totalitaire la plus grande. Le pouvoir fort peut sembler la solution la plus naturelle.»¹⁶

Même après des changements en douceur, il reste à démocratiser l'administration publique, les municipali-

tés et les innombrables organisations qui se trouvent toujours aux mains des bureaucraties des «anciens régimes». Molnar évoquait ce problème avant les récentes élections en Roumanie et en Bulgarie. Celles-ci ne montrent-elles pas que des membres de partis communistes au pouvoir depuis cinquante ans peuvent se transformer en «néo-communistes» et obtenir la majorité absolue dans les parlements? A Bucarest, l'intervention musclée des mineurs, les nouvelles «troupes de choc» du président Illiescu, prouve qu'il suffit de peu pour qu'un mince vernis démocratique craque sous la pression du vieux fond totalitaire.

Les mutations, en Pologne et en Hongrie, auraient été impossibles sans l'aval des maîtres du Kremlin. Certaines sources fiables indiquent même qu'en Tchécoslovaquie, le K.G.B. a organisé un changement de régime qui dérapa, pour devenir la fameuse «révolution de velours»¹⁷. Pourquoi, dans ce contexte, le Kremlin s'obstine-t-il à soutenir le régime communiste de Kaboul? Le refus de reconnaître les mêmes droits aux Afghans qu'aux Tchèques ne jette-t-il pas un doute sur

¹² En Union soviétique, durant l'année scolaire 1988-1989, le désarroi a été tel que l'enseignement de l'histoire a été tout bonnement suspendu (Molnar, op. cit., p. 293).

¹³ Molnar, op. cit., p. 288.

¹⁴ Ibidem, p. 273, 358.

¹⁵ Ibidem, p. 124.

¹⁶ «L'Est avec Geremek» (entretiens avec Bronislaw Geremek), *Construire*, 27.6.90.

¹⁷ Molnar, op. cit. p. 358.

la sincérité de Gorbatchev?¹⁸ Quoi qu'il en soit, «il est tout au moins prématuré, sinon même absurde, de placer les événements de Pologne et de Hongrie dans la vision d'un effondrement cataclysmal de la puissance soviétique.»¹⁹

La fin d'un empire?

«Gorbatchev est confronté au dilemme de tous les empires sur le déclin. La Turquie, la Grande-Bretagne et la France en ont fait tour à tour l'expérience tout au long de ce siècle. Une fois apparue la première lézarde dans le rempart, plus rien ne peut empêcher la ruine. (...)

» Bien sûr, Gorbatchev a toutes les raisons de s'accrocher à la Lituanie, à la Lettonie et à l'Estonie (...). Les abandonner serait, renoncer à l'atout stratégique que représente la mer Baltique. (...) Cela au moment où l'Allemagne redevient la puissance dominante de l'Europe.

» Que peut faire Gorbatchev? S'engager dans la voie de la violence, ce serait à l'intérieur, porter le coup de grâce à ses projets de «démocratisation». A l'extérieur, l'URSS s'exposerait à perdre l'appui de l'Occident dont elle a tant besoin pour faire décoller son économie.

» Mais céder sur les pays baltes, ce serait laisser partir tous les autres dominos. Ceux d'Asie centrale, ceux du Caucase, la Moldavie et peut-être même l'Ukraine... L'indépendance ou le sang? Gorbatchev n'a plus d'autre choix que celui de la forme de sa défaite.»

Charles Lambroschini
«Course à l'échec», *Le Figaro*, 9.4.90.

Gorbatchev, l'homme qui cumule les fonctions de chef d'Etat et, pour l'instant, de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, veut-il vraiment affaiblir l'«Etat-parti»? En effet, on ne peut plus soutenir que la perestroïka n'est qu'une ruse. Avait-il, en revanche, prévu que ses réformes impliquaient la montée des nationalismes dans l'empire? Selon toute vraisemblance, ce que l'homme fort du Kremlin cherche, «c'est le renforcement de sa position jusqu'à, s'il le faut, un pouvoir dictatorial (...) Avec Gorbatchev, l'Union soviétique de demain serait une puissance plus redoutable que, sans lui, sous la direction d'une équipe ou d'un secrétaire du parti «conservateur», faisant, ne serait-ce que partiellement, marche arrière.»²⁰ On objectera à Molnar que la prise du pouvoir par un maréchal ou une équipe de conservateurs «musclés», sans résoudre les problèmes structurels et économiques du pays, pourrait aggraver les risques d'affrontements en Europe. En effet, lorsque des dirigeants se trouvent face à des difficultés intérieures, ils cherchent souvent à les faire oublier en désignant un ennemi extérieur. La décision du président égyptien Sadate qui lance ses troupes dans le Sinaï, au début de la guerre du Kippour, illustre cette tendance.

¹⁸ Sayed Quassem Reshtia: «Afghanistan, anniversaire peu glorieux», *L'Impact*, avril 1990.

¹⁹ Molnar, op. cit., p. 355-356.

²⁰ Ibidem, p. 356-357.

Alexandre Zinoviev en arrive à des conclusions proches de celles de Molnar: l'homme fort du Kremlin, auquel l'assentiment populaire de ses concitoyens manque gravement, met en place les mécanismes qui rendraient possible une dictature personnelle en dehors du parti²¹.

Quoi qu'il en soit, il faudra entre dix et vingt ans à Gorbatchev pour produire les premiers résultats de ses réformes, à condition que les circonstances lui soient favorables²². Actuellement, la révision déchirante de la politique de puissance de Moscou ainsi que la déstabilisation intérieure qui l'accompagne apparaissent plus favorables à la paix qu'à un conflit entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie²³.

L'Armée rouge, le K.G.B. et le pouvoir

On sait peu de chose de l'Armée rouge qui, jusqu'à présent, apparaissait comme un facteur d'unification et de cohérence au sein de l'empire. Certains milieux refusent le principe de corps de troupes formés d'hommes appartenant à plusieurs ethnies. A la fin de l'année 1989, une mutinerie semble avoir éclaté dans quelques unités de la marine²⁴; au début de l'année 1990, d'étranges mouvements de troupes se sont produits à proximité immédiate de Moscou, alors que des militaires distribuaient des kalachnikovs aux civils. Ces indices montrent l'actualité d'une remarque faite par le général Copel dans *Vaincre la guerre*:

«L'Armée rouge est un monde clos dans le monde soviétique. Sa subordination au Parti est, jusqu'à présent, restée sans faille. Mais elle n'est qu'apparente. Le fusil n'est soumis au Parti que pour autant que le Parti mène la politique exigée par le fusil.» Jusqu'en 1989, «la part extraordinaire accordée à l'armée et aux militaires dans le budget soviétique ne s'explique guère sans cela. Contrairement au Parti, qui a perdu la sienne, l'Armée rouge a une âme. Une âme conservatrice. Une âme totalitaire.»²⁵

Autre paramètre: le mouvement *Chitite*, qui regroupe des officiers, des sous-officiers et des soldats soviétiques, s'est réuni à Moscou au début d'octobre 1989, dans le but de soutenir la politique de Mikhaïl Gorbatchev. Il souhaite la réorganisation de l'armée sur une base moderne et exige que le pouvoir ne l'engage jamais contre le peuple. Son président, un général en retraite nommé Matveev Chapochnikov, s'est rendu célèbre en 1962, lorsqu'il refusa de lancer ses blindés contre des ouvriers en grève. Dégradé et exclu de l'armée, il est réhabilité depuis le début de l'année 1989²⁶.

²¹ Pierre Lorrain: «Gorbatchev, un président pour quoi faire?» *L'Impact*, juin 1990.

²² Molnar, op. cit., p. 12.

²³ Ibidem, p. 357.

²⁴ Alexandre Bruggmann, op. cit.

²⁵ Général Copel: *Vaincre la guerre*, p. 42.

²⁶ «Fondation d'un mouvement national des soldats soviétiques», *L'Impact*, décembre 1989.

Contrairement à ses prédécesseurs, Gorbatchev ne s'appuie pas sur le parti et sur l'armée, mais sur le K.G.B.²⁷ Pour environ quinze agents, à l'intérieur du pays, chargés de surveiller civils et militaires, il n'y en a qu'un qui travaille à l'étranger²⁸! Les troupes du ministère de l'Intérieur dépendent du K.G.B.; elles sont à même de réprimer toute révolte militaire, d'autant plus que les dépôts d'armes et de munitions de l'Armée rouge se trouvent sous leur contrôle²⁹. On ne peut pourtant pas exclure un coup d'Etat militaire en Union soviétique.

Qui a peur de l'Allemagne?³⁰

Si l'unité monétaire des deux Allemagnes date du 1^{er} juillet 1990, la réunification politique sera effective à la fin de l'année. Le rythme des événements ne laisse pas d'inquiéter une partie des Européens. «Le problème n'est pas de savoir si les Allemands sont dangereux, mais de savoir si les voisins de l'Allemagne les croient dangereux.»³¹

Une épidémie de nationalisme risque-t-elle de contaminer à nouveau les Allemands? Une telle éventualité ne semble pas invraisemblable, surtout en République démocratique allemande où, pendant quarante ans, les autorités communistes ont tout fait pour étouffer un tel sentiment³². Max Gallo ne disait-il pas dans une récente interview: «Si on ne voit pas la force, en cette fin du XX^e siècle, de l'idée

nationale à l'Est, on perd de vue une des dimensions du réel»?³³

Dans les territoires polonais, anciennement allemands, qui bordent la ligne Oder-Neisse, rien ne semble avoir changé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: les bâtiments portent encore les traces des combats, beaucoup de ruines n'ont pas été relevées. Les Polonais, qui y vivent depuis 1945, craignent de se trouver obligés de quitter leurs maisons à la suite d'un retour des Allemands, le «vide» économique et démographique de ces régions expliquant une «migration» a priori pacifique. Les Polonais redoutent la puissance technologique et financière de leurs voisins, car ils ne tiennent pas à connaître le sort des habitants d'Etats en voie de développement. A ce niveau, la peur s'avère souvent mauvaise conseillère...

Les dix millions d'Allemands déplacés de Pologne après les accords de Potsdam accepteront-ils longtemps la ligne Oder-Neisse? Apparaît-il vrai-

²⁷ Paul Castella, «L'opération Afghanistan continue», *RMS*, janvier 1990, p. 31.

²⁸ *Guerre secrète moderne*. Paris, Bordas, 1984, p. 197.

²⁹ Voslensky: *La Nomenklatura*. Paris, Belfond, 1980, p. 166-167.

³⁰ C'est le titre d'un *Temps présent* de la Télévision suisse romande, diffusé en mai 1990, qui traitait des problèmes posés par la réunification des deux Allemagnes.

³¹ Chancelier Adenauer en 1949.

³² Jean-Christophe Aeschlimann: «Une autre Allemagne», *Construire*, 27.6.90.

³³ *Le Figaro*, 4.8.90.

semblable que le territoire de l'Allemagne réunifiée, d'où les forces militaires d'un camp ne seront pas retirées sans que celles de l'autre bloc n'en fasse de même (voilà les termes de l'accord Kohl-Gorbatchev), restera le cœur du système défensif de l'Otan?³⁴

2. Les potentiels militaires: des faits et des chiffres

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la situation en Europe se caractérisait par l'existence de deux blocs militaires opposés. Le Pacte de Varsovie disposait d'une supériorité militaire écrasante sur terre, dans les airs, ainsi que dans le domaine des armes nucléaires et chimiques. Ses chefs pouvaient, à n'importe quel moment, déclencher des opérations militaires massives dans la profondeur du dispositif de l'OTAN. La possibilité existait que la Suisse soit touchée, quelques jours après le début des hostilités.

Situation fondamentalement nouvelle avec la chute du mur de Berlin et la disparition de l'emprise totalitaire sur les pays de l'Est. A l'heure actuelle, la démocratisation, exception faite de la Roumanie et de la Bulgarie, la réunification allemande, que Gorbatchev accepte en principe depuis le mois de janvier 1990, semblent irréversibles. On assiste à une érosion des blocs militaires. Dans le Pacte de Varsovie, l'intégration des troupes alliées de l'Armée rouge devient problématique. En Hongrie, en Tchécoslovaquie, en

RDA, les forces armées se trouvent subordonnées à un pouvoir politique qui n'est plus exclusivement communiste. On peut se demander si le Pacte de Varsovie va survivre.

Réduction du temps de service à l'Est		
	anciennement	en 1990
RDA	18 mois	12 mois
Pologne	24 mois	18 mois
Tchécoslovaquie	24 mois	18 mois

Des potentiels militaires formidables subsistent pourtant en Europe, bien que leur engagement, pour obtenir des succès politiques, apparaisse toujours plus difficile. Les opinions en Europe occidentale perçoivent mal l'importance de ces arsenaux³⁵, bien que des personnalités comme Miklos Molnar ne cessent de rappeler «la persistance de la puissance soviétique dans tout l'est de l'Europe.»³⁶

Plus que jamais, comme le disait le conseiller fédéral Villiger, un enseignement de Napoléon demeure valable: on ne saurait se fier aux intentions déclarées des politiciens, parce que celles-ci peuvent toujours changer. Il faut «se préparer en fonction des potentiels effectifs en armes et en troupes. Ceux-ci peuvent se mesurer et

³⁴ Slama, Alain Gérard: «Les avatars de la sécurité collective», *Le Figaro*, 8.8.90.

³⁵ Thèses de la Société suisse des officiers.

³⁶ Op. cit., p. 357.

L'Armée rouge au 1.1.90

Hommes	3 993 000	(dont 627 000 en dehors de l'URSS)
Chars de combat	63 900	(dont les PT-76)
Véhicules blindés	76 520	
Pièces d'artillerie	66 880	(lance-fusées multiples, canons, obusiers blindés, lance-mines)
Hélicoptères	4 014	
Avions de combat	8 207	(offensifs, défensifs, marine)

s'analyser avec précision. Ils sont plus importants, aujourd'hui, en Europe centrale qu'ils ne l'ont jamais été au cours de l'histoire en un secteur quelconque du globe.»³⁷

En Europe de l'Est

Si une volonté d'unité se dégage en Europe de l'Ouest, les pays de l'Est vivent de gros problèmes de nationalités, certains de grandes migrations. On dénombre des minorités hongroises en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, car, en 1920, le traité de Trianon a incorporé trois millions de Hongrois aux Etats issus du démembrement de l'Autriche-Hongrie. D'autres contentieux existent entre Polonais, Tchèques, Slovaques, Serbes, Bulgares, Albanais et Moldaves³⁸ dont les niveaux de vie sont très différents. Nous sommes donc bien éloignés d'une Europe fédérée, de l'Atlantique à l'Oural, unie politiquement, militairement et économiquement face à l'extérieur.

Sous Honecker, la Stasi disposait de 85 000 agents et de 110 000 informa-

teurs. Le tiers de la population est-allemande figurait dans les fichiers de ses ordinateurs. Cette police politique est officiellement dissoute, mais la majorité de ses agents, actuellement libres comme l'air, ne sont pas perdus pour tout le monde³⁹. Un millier de ces super-espions, qui se trouvent toujours en activité en Allemagne occidentale et à Berlin-Ouest, forment l'élite d'une cohorte d'environ 6000 agents mis en place au cours de ces dernières années. Le 25 mars 1990, le contre-espionnage de Bonn arrêtait quatre agents de la Stasi, dont un typographe qui livrait depuis une quinzaine d'années des renseignements sur les conférences internes de la Bundeswehr, ainsi que des plans de manœuvres. Au début avril, le même service arrêtait un diplomate ouest-

³⁷ *L'armée de demain*. Exposé à la Société cantonale jurassienne des officiers le 17 mars 1990.

³⁸ Molnar, op. cit., p. 308-309.

³⁹ Arielle Thédrel: «Ibrahim Böhme démissionne de la présidence du SPD», *Le Figaro*, 3.4.90.

allemand qui travaillait depuis vingt ans pour la Stasi⁴⁰.

L'armée est-allemande, qui passait pour une redoutable machine de guerre, s'est effondrée. Le renvoi de conscrits à la maison, les désertions, même chez les officiers, et le fait que des détachements de militaires travaillent dans l'économie civile ont fait passer les effectifs de 175 000 à 75 000 hommes passablement démoralisés. Un pacifiste se trouve à la tête du ministère de la Défense: la mission du pasteur Rainer Eppelmann consiste à reclasser les anciens militaires⁴¹. Il y a pourtant sur le territoire de la République démocratique allemande 380 000 hommes de l'Armée rouge, dotés de matériels que Moscou ne laisse pas vieillir⁴².

Lech Valesa, en janvier 1990, demandait que les forces soviétiques quittent la Pologne; il «s'est fait moucher par le gouvernement polonais. Le souci soviétique face à une Allemagne en espérance de réunification y est sans doute pour beaucoup. Pour la stratégie soviétique, le territoire polonais et les bases qu'il abrite sont de première importance.»⁴³ La Hongrie et la Tchécoslovaquie, en revanche, ont obtenu de Moscou un retrait des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire, qui devrait se terminer au milieu de l'année 1991. En Hongrie, il existe un service militaire de remplacement, introduit en 1989, alors que les communistes se trouvaient encore au pouvoir. Cependant, les mouvements pacifistes, laïcs ou

religieux, n'y bénéficient pas d'une influence comparable à celle des mouvements similaires en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie⁴⁴.

En Union soviétique

Dans l'Armée rouge, cela apparaît comme un effort principal, la diminution quantitative des effectifs et des armements est largement compensée par la modernisation des matériels et des structures, ce qui augmente notablement la puissance de combat des formations restantes. De nouvelles conceptions du combat interarmes et la diminution des personnels expliquent une baisse de la production d'armement. Pourtant, le secrétaire américain à la Défense ne s'attend pas à une diminution rapide de la puissance militaire de l'URSS, «ce qui suffit à justifier la poursuite de l'effort américain de défense jusqu'en 1997».⁴⁵

Actuellement, les dirigeants soviétiques pourraient-ils déclencher des opérations majeures contre les Etats

⁴⁰ Jean-Paul Picaper: «Berlin-Ouest, soupçons sur le conseiller du maire. Ralf Hirsch aurait noyauté les milieux dissidents est-allemands pour le compte de la Stasi», *Le Figaro*, 10.4.90.

⁴¹ Florent Trieux: «RDA, les syndicats de la faillite», *L'Impact*, juin 1990.

⁴² Br Jean-Jacques Chouet: «Tour d'Horizon», *RMS*, avril 1990, p. 168.

⁴³ Br Jean-Jacques Chouet: «Tour d'horizon», *RMS*, avril 1990, p. 167-168.

⁴⁴ Molnar, op. cit., p. 318.

⁴⁵ Walter Golstein: «Les difficultés du désarmement», *Le Figaro*, 7.4.90.

Production d'armes en URSS

	1988	1989		
chars de combat	3 500	1 700	—	51%
chars légers (exploration)	6 000	6 500	+	8%
artillerie/lance-fusées multiples	2 500	1 850	—	26%
lance-mines	300	500	+	66%
systèmes DCA	100	250	+	150%
chasseurs/chasseurs-bombardiers	700	625	—	11%
D'après des sources américaines				

faisant partie de l'OTAN, alors que, de la Baltique au Caucase, leurs problèmes intérieurs s'aggravent? Ils savent aussi que leurs forces armées risqueraient de s'empêtrer dans une véritable guerre en Pologne, un pays qui ne manque pas de moyens de résister⁴⁶.

Rien ne permet d'affirmer qu'à la suite d'un coup d'Etat militaire en URSS ou de la prise du pouvoir par des conservateurs «musclés», une telle retenue continuera à être de mise si, de plus, le gros des forces américaines actuellement stationnées en Europe ne se trouvait plus sur le vieux continent⁴⁷. La stabilité du continent passe encore par le «triple non» d'Henry Kissinger: non au neutralisme de l'Allemagne, non à la dénucléarisation de l'Europe, non au départ des troupes américaines⁴⁸.

Au Proche-Orient

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, au début d'août, la bataille pour le contrôle du pétrole a commencé dans le golfe Persique. La carte politique de toute la région risque bien de changer

dans les trois ou quatre ans. L'Irak, épuisé et incapable de toute initiative d'envergure, apparaît comme le grand vaincu du conflit qui l'a opposé à l'Irak. Pour sa part, Saddam Hussein, depuis l'armistice, n'a pas cessé de renforcer ses forces armées, en particulier grâce aux fournitures soviétiques et françaises.

Les Irakiens possèdent quelque vingt-sept livres d'uranium enrichi, sauvé après le raid aérien israélien contre les installations de Talmouz. Dans les trois à cinq ans, ils pourraient mettre au point une bombe nucléaire de faible calibre, mais il leur faudra au

⁴⁶ Molnar, op. cit., p. 359.

⁴⁷ Le comte de Marenches, ancien chef des services secrets français, prétend que le jour viendra bientôt où les Américains seront tentés d'évacuer leurs troupes d'Europe, pour défendre leur frontière sud contre l'immigration clandestine qui met les Etats-Unis en grand danger (Ockrent, Christine; Marenches, comte de: *Dans le secret des princes*. Paris, Stock, 1986, p. 328.

⁴⁸ Jean-Louis Turlin: «Le centenaire de la naissance de De Gaulle. L'hommage de «Dear Henry» au général», *Le Figaro*, 10.4.90.

moins dix ans pour équiper un missile d'une tête nucléaire. Selon la chaîne de télévision NBC, ils auraient des armes bactériologiques susceptibles de menacer des villes entières au Proche-Orient. Depuis le conflit contre l'Iran, ils disposent d'armes chimiques binaires et de vecteurs capables de les envoyer à près de 700 km, donc sur Tel-Aviv. En décembre 1989, leurs spécialistes mettaient en orbite une fusée à trois étages; ils développent une nouvelle version du *SCUD B* soviétique dont la portée atteindrait 900 km. L'affaire des tubes d'acier interceptés à la frontière de plusieurs Etats européens donne même à penser que l'Irak tentait de fabriquer une sorte de «Grosse Bertha» capable de tirer de gigantesques obus chimiques à des centaines de kilomètres. Quoi qu'il en soit, Saddam Hussein a engagé ses armes chimiques non seulement contre les Iraniens, mais aussi contre les Irakiens de race kurde, accusés de «trahison». De plus, il a déclaré qu'il déclencherait des représailles à l'arme chimique en cas d'opérations israéliennes contre son territoire. Au début du mois d'avril 1990, l'Etat hébreu lançait un satellite-espion destiné à observer les batteries de missiles sol-sol à option chimique des Irakiens⁴⁹.

Les inquiétudes que suscite ce potentiel militaire augmentent encore, puisque les masses arabes soutiennent avec fanatisme le coup de force de Saddam Hussein contre le Koweït. La rue, au Proche-Orient, perçoit l'invasion comme une «croisade des

gueux», une revanche sur les milliardaires du Golfe, sur la misère, le chômage, l'austérité imposée par le Fonds monétaire international. Dictateur impitoyable, disposant de forces armées les plus puissantes de la région – comparables à celles de la France et de la Grande-Bretagne réunies –, capable de recourir à l'arme chimique quand il se sent en difficulté, Saddam Hussein prend pratiquement seul ses grandes décisions. Voilà qui augmente le risque d'un geste inconsidéré! Les stratèges israéliens envisagent l'hypothèse d'une invasion de la Jordanie par les blindés irakiens, conjuguée avec une attaque chimique contre les bases de Tsahal.

L'intégrisme, cette flambée de fanatisme religieux, s'étend en Afrique du Nord. «Rien n'était moins imprévisible que cette vague islamiste que les dernières élections algériennes viennent simplement de révéler (...) une nouvelle zone d'instabilité dangereuse s'établit en Méditerranée (...). Dans les pays de l'Europe du Sud, l'heure est

⁴⁹ «Pas de menace nucléaire immédiate. C'est l'opinion d'un expert israélien», *Le Figaro*, 7.4.90. L'expert en question est le général Aharon Levran. Claude Lorieux: «L'Irak brandit la menace chimique», *Le Figaro*, 3.4.90; Pierre Bois: «Après les menaces de Saddam Hussein contre Israël», *Le Figaro*, 4.4.90; François Vitold: «Une Grosse Bertha pour Bagdad», *Le Figaro*, 13.4.90. L'Iran, la Syrie et la Libye disposent sûrement d'armes chimiques. Les experts supposent qu'Israël et l'Egypte en possèdent également.

plutôt au raffermissement des barrières et des contrôles frontaliers. (...) A croire que l'Europe ne pourra jamais vivre sans menace. Quand celles de l'Est s'estompent, celles du Sud se réveillent.»⁵⁰

En Europe occidentale, la montée de l'intégrisme chez les travailleurs immigrés musulmans, tout comme l'afflux de réfugiés politiques ou économiques, peut provoquer des tensions, voire une forme virulente de terrorisme dont on mesure mal les retombées, à une époque où les gouvernements des démocraties post-industrielles éprouvent des difficultés grandissantes à pratiquer, dans ce domaine, une politique ferme et cohérente.

3. Des scénarios plus ou moins inquiétants

Actuellement, la menace se caractérise par sa diversité et par les grosses incertitudes qu'elle laisse planer. Les Etats, tant en Europe qu'en dehors du Vieux Continent, connaissent des problèmes de mutation qui créent une instabilité politique. Kaspar Villiger déclarait en avril 1990: «Dans les derniers mois, l'Europe a connu des changements que personne n'avait prévus. Aujourd'hui, nul ne peut dire où conduit cette évolution. J'admire les experts qui prétendent savoir comment le monde sera dans dix ans, alors qu'ils s'avéraient incapables, il y a une année, de prédire la réalité d'aujourd'hui.»⁵¹

Des experts internationaux, chargés par le Département militaire fédéral d'élaborer des scénarios sur l'évolution de la situation en Europe, en présentent trois dans leur rapport. Le premier admet un continent uni: le Pacte de Varsovie a disparu, tandis que l'OTAN n'est plus qu'une alliance politique. La réunification des deux Allemagnes ne pose aucun problème, la démocratie s'épanouit à l'Est. Les gouvernements, qui parviennent à résoudre les problèmes urgents, mettent en place des structures supranationales.

Hypothèse de départ du deuxième scénario: la réunification allemande n'amène pas un renforcement de la sécurité en Europe, le nombre des Etats neutres ou neutralistes augmente. L'OTAN et le Pacte de Varsovie continuent à exister en tant qu'alliances militaires, bien que leurs troupes aient été sérieusement réduites. Les deux super-grands ont diminué leur engagement en Europe, mais ils y gardent tout de même les premiers rôles.

Le troisième scénario envisage une érosion des alliances et des liens avec les Etats-Unis et le Canada qui se désintéressent des problèmes européens. Ces mutations provoquent

⁵⁰ Claude Imbert, directeur général du Point, dans *Le Matin* du 17.6.90.

⁵¹ Kaspar Villiger: *Landesverteidigung in der Zukunft: eine neue Sicherheitspolitik in einem gewandten Umfeld*. Exposé présenté à l'Association suisse des officiers de renseignements (Sion, 28.4.90).

d'importantes lacunes dans la défense de l'Europe. Les problèmes de nationalités, les nationalismes deviennent virulents en Union soviétique, en Europe de l'Est et en Allemagne. Alors que de nouvelles associations couvrent des territoires qui coïncident avec l'ancien empire des Habsbourg, l'intégration de l'Europe occidentale marque le pas. Des tensions apparaissent entre les Etats-Unis, le Marché commun et les Etats d'Europe centrale. Bien que les super-grands se montrent irrités face à l'évolution de la situation, les tensions et les conflits sont redevenus dangereux dans le Vieux Continent⁵². Jacques Pilet, rédacteur en chef de *L'Hebdo*, partage cette crainte, lorsqu'il écrit: «L'éclatement du club des Douze, ou même son enlisement, nous ferait revenir aux vieilles tensions nationales et aux dangers de guerres historiquement familiers.»⁵³

Même si un affrontement Est-Ouest semble actuellement peu vraisemblable, d'autres risques existent: terrorisme, chantage, guerre indirecte, actions de déstabilisation ou de subversion (pensons à la profanation de Carpentras), problèmes nationalistes et racistes, tensions Nord-Sud, intégrisme religieux. Des chefs d'Etat fanatiques ou des groupes terroristes pourraient recourir au chantage à l'arme nucléaire ou chimique. Cette dernière apparaît de plus en plus comme l'«arme du pauvre»⁵⁴.

Le rapport démographique entre le tiers monde et les Etats industrialisés qui, en 1975, était de 7 à 3, devrait être

de 9 à 1 vers l'an 2000. «Ce déséquilibre accru (...) pourrait entraîner des conflits internes locaux et un vaste conflit nord-sud: affrontements des stratégies économiques, culturelles, diplomatiques et, éventuellement, (...) vastes infiltrations désordonnées de populations immigrantes, l'équivalent moderne au XX^e siècle des invasions du Moyen Age.» Cette éventualité s'avère «l'une des plus dangereuses pour l'avenir de la civilisation humaine; (...) il importe d'éviter des déséquilibres démo-économiques tellement démesurés qu'ils pourraient être générateurs de véritables submersions humaines.»⁵⁵

Un développement «cancéreux» du terrorisme, notamment s'il s'attaquait aux organisations et aux structures de sociétés post industrielles (communications, transport d'énergie, circuits

⁵² Kaspar Villiger, op. cit.

⁵³ *Défense*, N° 2, juin/juillet 1990, p. 28.

⁵⁴ Thèses de la Société suisse des officiers, juin 1990.

⁵⁵ Bouthoul, Gaston: *Le défi de la guerre*. Paris, P.U.F., 1976, p. 164. Pour sa part, le général Close écrit: «Si les tendances ne changent pas, le déséquilibre démographique va s'accroître entre les Etats industrialisés à faible natalité et les pays du Tiers-Monde qui se heurteront encore à l'insatisfaction de leurs besoins primaires, ce qui continuera d'entraîner famines, épidémies, sous-emploi chronique. Serait-il exagéré de rapprocher cette situation de la confrontation du prolétariat urbain et du capitalisme à la fin du siècle dernier?» (*Encore un effort et nous aurons définitivement perdu la Troisième Guerre mondiale*. Paris, Belfond, 1981, p. 21).

de distribution), entraînerait la mise en place de dispositifs de surveillance, de contrôle et de défense qui nécessiteraient des effectifs et des moyens que seules les forces armées seraient en mesure de fournir⁵⁶. Que faire si l'une de nos grandes villes subissait quotidiennement comme Jérusalem près de cent cinquante alertes à la bombe.»⁵⁷

Bien que, pour l'instant, de formidables potentiels militaires subsistent en Europe, on peut envisager une forte réduction, voire un retrait partiel des troupes stationnées à l'avant des dispositifs des deux alliances. Pour que ces mesures de désarmement deviennent des réalités, il faut compter entre cinq et dix ans. Il ne serait alors plus possible que l'URSS ou le Pacte de Varsovie déclenchent des opérations d'envergure en comptant sur la surprise ou après une brève préparation. Cependant, les systèmes d'armes deviendront nettement plus performants, les forces conventionnelles toujours plus mobiles au niveau opératif et tactique. Elles se montreront toujours plus aptes à mener des raids destinés à s'emparer ou à détruire des objectifs importants au plus profond du dispositif adverse.

Un premier livre de politique-fiction écrit par un Soviétique concernant l'URSS va paraître en France, avant de sortir à Moscou⁵⁸. Alexandre Kabakov imagine qu'en 1992, le ministre de la Défense, avec le concours des chefs militaires, renverse le président Gorbatchev et prend sa succession. Coïncidence remarquable :

André Soussan, spécialiste de géopolitique et directeur de la revue *Politique internationale*, lance une hypothèse similaire dans un livre, *Octobre II*⁵⁹.

Selon Yves Lacoste, si les mouvements nationalistes que connaît l'Union soviétique dégénéraient en violence sanglante, nombre de Russes pourraient, dégoûtés des échecs des rénovateurs, accepter le retour aux méthodes totalitaires d'antan, ce qui aurait automatiquement des répercussions sur l'Europe de l'Est...⁶⁰ D'autres observateurs rejettent l'hypothèse du retour à un régime de type stalinien, car ce système est totalement disqualifié. En revanche, ils n'excluent pas la prise du pouvoir par les partisans d'un ordre fondé sur le patriotisme et le rejet du capitalisme. Ce virage à droite apparaît d'autant plus plausible que des mouvements similaires se développent dans d'autres pays de l'Est dont les populations ne voient pas d'un bon œil la social-démocratie remplacer le socialisme marxiste⁶¹.

Miklos Molnar n'exclut pas que l'Union soviétique bascule dans le chaos. Tombée dans l'anarchie, elle provoquerait «un désordre mondial,

⁵⁶ Arnaud de Foïard, Paul de: «L'économie de la liberté», *RMS*, avril 1989, p. 185.

⁵⁷ *Télé Top Matin*, 14.1.90.

⁵⁸ *Non-retour*. Paris, Editions Bourgois.

⁵⁹ Paris, Laffont, 1990. Ces informations étaient fournies par *Le Figaro* du 4.4.90.

⁶⁰ «Perestroïka et géopolitique», *Hérodote*, 4^e trimestre 1989, p. 3-25.

⁶¹ «Si Gorbatchev échouait...», *L'Impact*, juin 1990.

entraînant dans la tourmente les petits Etats d'Europe centrale»⁶². Alexandre Kabalov évoque Moscou devenu un Beyrouth apocalyptique. Malgré la dictature d'un général qui ne contrôle plus que son palais, tous les habitants vivent l'arme à l'épaule⁶³. Ce récit concrétise une épidémie de peurs variées qui secoue une Union soviétique où beaucoup croient à l'éventualité d'une guerre civile.

4. Et la Suisse dans tout cela?

L'évolution de la situation en Europe et au Proche-Orient, ces derniers mois, nous amène à la même conclusion qu'au début de l'année 1990: aujourd'hui, plus que jamais, celui qui veut lever un peu du voile opaque qui cache le futur doit se rappeler que la seule loi de l'histoire, c'est la surprise. «On a passé, disait récemment lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, de l'état de stabilité incertaine à celui d'instabilité certaine.» Rien ne permet d'affirmer que notre continent ne connaîtra que la paix dans les dix ou vingt ans à venir.

Convient-il, dans un tel contexte, que la Suisse relâche son effort de défense? «La Suède, bien qu'elle soit gouvernée par des sociaux-démocrates, ne voit aucune raison, malgré les bouleversements en Europe, de modifier sa conception de la dissuasion. Les dirigeants suédois, qui tiennent compte des incertitudes politiques et des perspectives de désarmement des grandes puissances et des alliances,

prétendent que les Etats neutres ne doivent pas abandonner leur politique de sécurité ou chercher à montrer l'exemple en désarmant.»⁶⁴

Bien sûr, il s'agit de revoir les hypothèses stratégiques qui soutiennent l'organisation de nos troupes et l'image de la menace. Le sous-chef d'état-major de l'instruction opérative, le divisionnaire Bachofner, a entrepris ce travail; en juin 1990, il communiquait ses conclusions provisoires à la presse:

- un pays d'Europe se trompe sur les intentions belliqueuses de son voisin et l'attaque,
- un conflit frontalier, des affrontements entre minorités prennent une dimension énorme, ce qui provoque l'intervention des grandes puissances,
- les tensions qui règnent au Proche-Orient dégénèrent; les grandes puissances sont impliquées,
- l'explosion nucléaire accidentelle. Un exemple parmi d'autres: le commandement soviétique, craignant des sabotages de ses armes nucléaires, fait déplacer des missiles; pendant cette opération, une erreur provoque le tir d'un d'entre eux qui va s'écraser en Europe occidentale,

⁶² Molnar, op. cit., p. VII-VIII.

⁶³ *Non-retour*. Paris, Christian Bourgois, 1990.

⁶⁴ Kaspar Villiger: exposé à l'Association suisse des officiers de renseignements (28.4.90).

- une grande puissance, qui veut bombarder un pays d’Afrique du Nord, tient à utiliser un couloir aérien au-dessus de la Suisse,
- la prolifération des armes chimiques dans le tiers monde peut mener à un chantage chimique contre l’Europe ou la Suisse,
- les forces de police pourraient être dépassées par un terrorisme semblable à celui que les «barons» de la drogue pratiquent en Colombie,
- un rassemblement de Turcs en Argovie (ce n’est qu’un exemple) prend de l’ampleur, des milliers de leurs compatriotes les rejoignent depuis l’Allemagne,
- une guerre civile en URSS ou dans les Etats de l’Est de l’Europe pourrait provoquer le déplacement de réfugiés par centaines de milliers.⁶⁵ H. de W.

⁶⁵ Agence BRRI, 2.7.90.